



Paroles de résistances 2015

Denis Robert – Journaliste et écrivain.

Résistance

26 mai 2015, 12:27

Je débarque donc sur ce plateau. Plateau chargé d'histoire. Il y est question de résistance et d'humaine condition. Je suis comme un enfant face à une rédaction. Vous avez huit minutes pour 1) Parler de politique 2) faire le lien entre votre propre expérience et celle de tous les résistants. Les morts, les vivants, Raymond Aubrac, Stéphane Hessel, Jean Moulin, Martin Luther King. Nelson Mandela. Et moi.

Je suis un peu dans la merde.

Suis je résistant ? Oui plutôt. Je résiste à la connerie ambiante. Je résiste aux pressions. Je résiste aux tentations. Mais pas toujours... Je résiste au chaud. Au froid. Je résiste plutôt bien. J'écoute mon fort intérieur. Ce n'est pas si compliqué de résister quand les fondations sont solides et que vous sentez le vent. J'allais dire quand on sait ce qu'on pense. Mais ce n'est pas obligatoire. Le problème de la résistance, c'est le durcissement. Plus vous vous raidissez, plus vous êtes emplis de certitudes, plus vous êtes dur, plus vous êtes cassants. Et plus on peut vous casser.

Il faut être insaisissable pour être résistant. Et croire à un truc qu'on pourrait appeler le destin.

Mon combat, si je dois le définir, c'est ma liberté. Ma liberté de penser, d'écrire, de poser des questions. De fouiner. Du verbe fouine.

Je suis une fouine dans un monde de bruts, de coffre forts et de tricheurs. Je suis un type qui ne paie pas de mine. J'ai réussi à les ennuyer, à devenir un sujet d'embarras pour eux et à gagner la partie judiciaire, parce qu'au départ, ils m'ont pris pour une bille.

Eux, disons pour faire court les banquiers.

Résister c'est accepter l'idée que l'autre peut vous prendre pour une bille, peut se croire sincèrement supérieur à vous.

Résister c'est être ailleurs. Ne pas regarder le monde avec un œil d'haltérophile.

J'ai été l'objet pendant dix années de ce que les Canadiens appellent une « procédure bâillon ». 63 plaintes déposées contre moi par des banquiers dans 5 pays. Un livre retiré des librairies. Tous ces huissiers à la maison. Des centaines d'articles, de reportages, et même un film de cinéma sont sortis sur cette histoire. Celle que je dois appeler ma principale ennemie, qui a cherché à me museler est une société financière dont le siège est à Luxembourg. Savez vous que la maison mère est à Francfort ? Que le PDG est américain ? Et que l'argent -15 trillions d'euros quand même- est planqué à Luxembourg ? Ce sont donc très directement des administrateurs et des banquiers de renom, des types riches et installés, qui ont fermé les yeux et participé à ce lynchage. Sans que jamais ils ne soient sérieusement inquiétés. Pour eux, les journalistes aboient, les affaires continuent.

Je peux le dire ici maintenant parce que je sais que vous ne le répèterez pas. Ils ont voulu acheter mon silence. Ils ont même acheté une pleine page dans le journal Le Monde (qui a accepté leur argent) pour me proposer un

marché. Un marché de dupe. J'aurais pu accepter. J'aurais du accepter de retirer mes pourvois en cassation. Personne n'en aurait rien su. Mais j'aurais dû vivre avec cette tâche. Le problème de la corruption, c'est qu'elle fait des tâches. Et qu'elle vous ronge. Pas d'héroïsme là dedans. Rien que du bon sens. Aujourd'hui que j'ai gagné mes pourvois, que la Cour de cassation a débouté Clearstream et validé mon travail, je peux crier haut et fort que cette multinationale blanchit, dissimule, participe à l'appauvrissement des Etats. Sert de coffre fort à des banques mafieuses, à des sociétés Off shore. Je l'ai prouvé. Ça m'a coûté dix ans. Je peux le dire. Vous pouvez le répéter. En même temps, qu'est ce qui a changé pour eux ? Pas grand-chose. C'est le paradoxe.

L'autre paradoxe qui pourrait nourrir de notre part une légitime colère c'est que dix ans après Clearstream, une deuxième affaire –je veux parler de Luxleaks- produit exactement les mêmes effets. Un lanceur d'alerte donne à un journaliste des documents qui prouvent que des multinationales se sont arrangées avec un gouvernement fantoche –le Luxembourg- pour ne pas payer d'impôts. Ou si peu que c'en est ridicule. Si peu que c'est un véritable hold-up. Le vol se produit sous nos yeux. Nous payons des impôts, contribuons à l'effort des nations. Eux pas. Eux nous pillent, nous font les poches. Laissent nos économies exsangues. Plutôt que de poursuivre les voleurs, de changer les règles, nous assistons à un déplorable spectacle. Le journaliste Edouard Perrin et le lanceur d'alerte Antoine Deltour sont poursuivis et mis en examen au Luxembourg sous les mêmes chefs d'accusation que nous l'avons été dix ans plus tôt. Vol et recel. C'est inacceptable mais c'est ainsi. La même histoire se répète. Mise en examen, pression, frais de procédures, volonté d'étouffement. Nous nuisons à leur business.

A la tête de la commission européenne, celui qui pendant vingt ans a dirigé un paradis fiscal, le business man Jean Claude Juncker gère aujourd'hui l'Europe comme un immense paradis fiscal. Paradis pour les multinationales. Enfer pour les journalistes et les lanceurs d'alerte.

Lui n'aura jamais sa place ici aux Glières. Lui est une honte pour l'esprit de résistance.

Est ce que François Hollande qui nous a tant promis au Bourget aurait sa place ici ? Je n'en suis pas sûr.

Je sais qu'il est facile de critiquer. Mais ma déception reste que les politiques qui nous gouvernent, comme ceux qui veulent nous gouverner, malgré leurs promesses et leurs gesticulations, ont oublié les fondamentaux. Tout ce qui fondent le Conseil National de la Résistance dont une des fonctions, outre la lutte contre l'ennemi intérieur, était de ne pas céder à l'argent facile et de nationaliser les banques. Les politiques qui nous gouvernent comme ceux qui sont tout près de gouverner à leur place se laissent aller à un jeu dangereux.

Voir revenir Nicolas Sarkozy, le petit télégraphiste de Goldman Sachs, et son cortège de types ambitieux capables de vendre leur âme pour un strapontin ou une Rolex – avec en tête de gondole Laurent Wauquiez qui se finance chez les traders de Londres- est désespérant.

On peut parler du Front national si vous voulez. Le père Le Pen manifeste une forme de résistance. La fille est engluée. Mais ils sont aux portes du pouvoir. C'est catastrophique.

François Hollande est beaucoup moins catastrophique. Disons que François Hollande est un moindre mal.

Comment résister à ça ? A toute cette soupe médiatique et politique qui nous mange le cerveau.

Cerveau. Media. Résistance.

On garde ces trois mots en tête et on avance.

Résister en ce moment c'est d'abord s'informer. C'est aussi vivre et écrire sans la peur. Notre liberté repose sur des fondations instables. Pas de marbre en matière de liberté d'expression. Mais uniquement une humaine construction. Des bras, des cerveaux. Notre énergie. Notre intelligence.

La santé d'une démocratie se mesure d'abord et avant tout à l'indépendance de ses journalistes. Indépendance vis à vis des pouvoirs financiers, politiques et religieux. Un an plutôt, je n'aurai jamais imaginé ajouter ce troisième mot. Religieux.

Je peux témoigner ici, pour avoir laissé des amis morts à cause de leurs petits dessins le 7 janvier dernier à Paris, que les kalachnikovs des frères Kouachi, nous ont tous atteint. Ils nous ont cruellement rappelé cette évidence. Notre liberté de penser, d'écrire est fragile. Elle est le résultat d'un combat permanent.

Il n'y a pas de recette, pas de dogme. Nous, journalistes devons vivre avec la tâche de sang du 7 janvier dernier. Elle nous force à être encore plus vigilant. Et plus combattif.

Des millions de marcheurs ont arboré fièrement « Je suis Charlie ». Ce Charlie reste un fourre tout gigantesque. Et nous restons à vivre dans un pays où plus de 30% des Français votent pour un parti aux idées aussi courtes que dangereuses. Comme si le repli sur soi et le retour aux frontières cadenassées étaient une solution. Ce repli est une ânerie qui ne peut mener qu'à plus de haine et de tension. Toute personne qui dispose d'un ou deux neurones et qui refuse de vivre dans la peur doit le savoir et le dire.

Le 1^{er} octobre 1996, bientôt vingt ans déjà, j'ai lancé à Genève un appel à la création d'un espace judiciaire européen. Sept juges de sept pays étaient là pour dire la même chose. Le crime organisé – les mafias, les sponsors du terrorisme, les officines au service des mafias et des Etats- ont toujours un coup d'avance. Ils ont des outils qui leur donne deux armes : l'anonymat et la rapidité. Face à cette vitesse et à ce secret, nous sommes ridicules avec nos frontières et nos douaniers.

Capital without border. La finance est sans frontière. Mettez vous ça dans la courbure souverainistes, sarkozistes, lepenistes marinistes, chevènementistes de tous poils.

Vous cadenassez les frontières et vous offrez des autoroutes aux prédateurs financiers. Je sais de quoi je parle. Je passe beaucoup de temps à l'écrire, à l'expliquer.

Le combat contre la montée des violences liées à l'islam dit radical masque cette autre violence à laquelle le journaliste que je suis et tous ceux qui pratiquent ce beau métier ont à faire face. La violence financière. Le pouvoir reste à l'argent et aux oligarchies qui n'ont jamais été aussi fortes et inquisitrices qu'en ce moment.

J'ai le sentiment que ceux qu'on nomme les Islamistes radicaux, cette peste noire, ne sont pas les seuls à aimer les journalistes plus morts que vivants. Et à rêver de dictature. Les banquiers, certains hommes politiques –y compris chez ceux qui ont marché en janvier en France-, les patrons qui jouent en off shore rêvent d'un monde avec des journalistes paresseux, mous, disciplinés, muets. Ils sont presque dans un monde idéal en ce moment.

Presque. Ils sont –nous sommes- quelques uns à nous battre. C'est très compliqué, cette histoire. Cette bataille pour l'information. Qui paie les journalistes ? Ce serait bien de réfléchir sérieusement à cette question. Je ne veux pas dire qu'ils sont tous achetés. Je veux surtout interroger celui qui cherche l'information. Est il d'accord pour payer cette information ?

Une démocratie pour vivre a besoin d'informations. Ceux qui produisent cette information ne peuvent être que des journalistes. C'est à dire des individus curieux, tenaces, libres, indépendants et qui ont le temps d'enquêter, de chercher, d'écrire. Sans eux, sans nous, nulle liberté. Toute démocrate doit se battre avec force contre ces vents contraires, ces darkstream.

Jamais, depuis les années sombres ayant amené la dernière guerre, nous n'avons été collectivement autant en danger. D'où la relative gravité avec la quelle je voudrais clore cette intervention.

En citant Georges Orwell

« Parler de liberté n'a de sens qu'à condition que ce soit la liberté de dire aux gens ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre »

Et mon vieil ami François Cavanna

« Vas y suis ton chemin. Moque toi des puissants. Refuse leurs cadeaux. On est toujours plus heureux quand on résiste que quand on cède »

Plateau des Glières (25 mai 2015, Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui)

Denis Robert